



Numéro PPQ/

mercredi 8 mars 2017

Les grands titres:

- Journée internationale des femmes : l'ONU appelle à leur pleine participation au monde du travail
- Au Kenya, le chef de l'ONU participe à la célébration de la Journée des femmes
- Mali : l'ONU et ses partenaires se félicitent de l'installation des autorités intérimaires à Kidal
- Afghanistan : la MANUA condamne une attaque meurtrière contre un hôpital à Kaboul
- Le chef des droits de l'homme prévient que l'année 2017 sera cruciale dans un contexte de terrorisme et de populisme
- Face aux risques de catastrophes, l'ONU appelle à renforcer la résilience des villes
- Le Conseil de sécurité condamne les tirs de missiles balistiques par la Corée du Nord

Journée internationale des femmes : l'ONU appelle à leur pleine participation au monde du travail



Des étudiantes d'un institut au Pakistan. Photo: Visual News Associates/Banque mondiale; Une coopérative de femmes rurales en Guinée. Photo: ONU Femmes/Joe Saade; Des femmes entrepreneurs au Liban. Photo: ONU Femmes/Joe Saade; Femmes et technologie. Photo: ONU Femmes/Gaganjit Singh

8 mars - Alors que les droits des femmes et des filles dans le monde sont attaqués, les Nations Unies ont célébré mercredi la Journée internationale des femmes en appelant à les émanciper et les former afin qu'elles atteignent l'égalité des sexes sur le lieu de travail.

« En ces temps troublés, alors que le monde devient plus imprévisible et chaotique, les femmes et les filles voient leurs droits remis en question, limités ou réduits », a noté le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, dans un message. « Le seul moyen de protéger les droits des femmes et des filles et de leur permettre de s'épanouir pleinement, c'est de les autonomiser ».

Selon lui, dans le monde entier, les traditions, les valeurs culturelles et les religions sont utilisées comme des prétextes pour s'attaquer aux droits des femmes, institutionnaliser le sexisme et défendre des pratiques misogynes.

« Malgré quelques progrès, ce sont les hommes qui occupent presque toutes les positions de pouvoir, et l'écart économique entre hommes et femmes est en train de se creuser, sur fond de mentalités arriérées et de machisme ambiant », a dit le Secrétaire général. « Cela ne peut plus durer et nous devons donner aux femmes les moyens d'agir à tous les niveaux et leur permettre de faire entendre leur voix et de maîtriser leurs propres vies et l'avenir de la planète ».

Le thème de la Journée internationale cette année est intitulé : « Les femmes dans un monde du travail en évolution : Planète 50-50 d'ici 2030 ». Selon l'ONU, la pleine participation des femmes à la population active offre des occasions sans précédent et est porteuse de croissance. Si l'on parvenait à combler l'écart existant entre hommes et femmes en matière d'emploi, on pourrait augmenter le PIB mondial de 12 milliards de dollars d'ici à 2025.



A l'heure actuelle, seulement environ 50% des femmes en âge de travailler sont représentées dans la main-d'œuvre mondiale, contre 76% des hommes. Les femmes accomplissent 2,5 fois plus de travail non rémunéré que les hommes. À l'échelle mondiale, l'écart de rémunération entre les sexes est de 23%, a noté l'agence spécialisée ONU Femmes.

« Nous voulons bâtir un monde du travail différent pour les femmes. En grandissant, les filles doivent être exposées à un large éventail de carrières et être encouragées à faire des choix qui les mènent à des emplois dans les secteurs de l'industrie, de l'art, de la fonction publique, de l'agriculture moderne et des sciences, au-delà des services ménagers et d'aide à la personne traditionnels », a déclaré la Directrice exécutive d'ONU Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka.

« Dans les industries où les femmes sont déjà surreprésentées et mal payées, sans protection sociale ou presque, nous devons faire en sorte qu'elles accommodent mieux les femmes. Un bon exemple serait un secteur de l'aide à la personne à l'économie robuste qui réponde aux besoins des femmes et les emploie; des conditions de travail équitables pour le travail rémunéré et non rémunéré des femmes; et un soutien aux femmes entrepreneuses, en leur facilitant notamment l'accès aux financements et aux marchés ».

De nombreuses manifestations ont été organisées dans le monde entier et notamment à New York où cette Journée a été l'occasion d'un événement spécial au siège des Nations Unies réunissant des militantes et militants, des célébrités, dont l'actrice américaine Anne Hathaway, Ambassadrice de bonne volonté d'ONU Femmes, des dirigeants du monde des affaires, de hauts fonctionnaires des Nations Unies et des États membres.

S'agissant de l'ONU, M. Guterres a indiqué que des orientations claires assorties d'objectifs précis étaient en train d'être élaborées pour que la parité devienne réalité dans tout le système et pour faire en sorte que l'Organisation représente véritablement ceux qu'elle sert. « Les cibles fixées par le passé n'ont pas été atteintes. Il est temps de joindre les actes à la parole », a-t-il dit.

Au Kenya, le chef de l'ONU participe à la célébration de la Journée des femmes



Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, rencontre des jeunes femmes dans un bidonville de Mathare, à Nairobi, au Kenya. Photo ONU Habitat/Julius Mwelu

8 mars - En visite au Kenya, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a participé mercredi à Nairobi à la célébration par ce pays de la Journée internationale des femmes, plaidant pour la réalisation de l'égalité des sexes.

« Dans notre monde, toutes les organisations des Nations Unies et la plupart des gouvernements, la plupart des institutions partout dans le monde, ont adopté l'égalité des sexes comme politique avec des programmes pour mettre en œuvre cette politique », a noté M. Guterres lors cette commémoration aux côtés de la Première Dame du Kenya.

« Mais nous sommes encore loin d'atteindre cet objectif. Et pourtant, bien des gens, même lorsqu'ils disent être favorables à l'égalité entre les sexes, ont beaucoup de difficultés à reconnaître les obstacles qui rendent difficile cette égalité entre les sexes et à s'engager fermement à éliminer ces obstacles », a-t-il ajouté.

M. Guterres a déclaré aux centaines de femmes dirigeantes réunies que tous les efforts devaient être faits pour mettre fin à une culture dominée par les hommes si l'on veut réaliser l'égalité des sexes.

Selon le chef de l'ONU, il faut dire « clairement que les gouvernements sont



meilleurs lorsqu'il y a égalité entre les sexes dans la formation des gouvernements. Nous devons dire que les parlements sont meilleurs quand il y a égalité entre les sexes dans la formation des parlements. Que les entreprises sont mieux gérées lorsqu'il y a égalité entre les sexes dans leurs conseils d'administration. Que les sociétés sont meilleures quand il y a une situation d'égalité totale dans l'accès des filles à l'éducation et dans l'accès des femmes et des filles au marché du travail avec un travail égal et un salaire égal et une participation égale aux différentes institutions de la société civile et politique ».

Le Secrétaire général a visité des projets sur le terrain dans les bidonvilles de Mathare, à Nairobi notamment un programme d'autonomisation des femmes dirigé par ONU Habitat dans le cadre de son initiative concernant les bidonvilles.

Il a aussi visité un projet d'ONU Femmes visant à encourager la participation des femmes en politique. Il a pu écouter un groupe de femmes qui ont décidé de se présenter à des élections, souvent avec de faibles chances de gagner.

Alors qu'il se trouvait à Nairobi, le Secrétaire général a également rencontré le Président kenyan, Uhuru Kenyatta. S'exprimant ensuite devant la presse, il a exprimé sa solidarité avec la population qui doit faire face à une grave sécheresse.

Mali : l'ONU et ses partenaires se félicitent de l'installation des autorités intérimaires à Kidal



Un Casque bleu de l'ONU à l'extérieur d'une mosquée à Tombouctou, au Mali. Photo MINUSMA/Harandane Dicko

8 mars - L'ONU et ses partenaires ont félicité les parties signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali pour l'installation effective des autorités intérimaires à Kidal, le 28 février, et à Ménaka et Gao, le 2 mars, dans le nord du pays.

Dans une déclaration conjointe publiée mardi, l'Union africaine (UA), les Nations unies, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union européenne (UE), en leur qualité de membres de l'Équipe de médiation appuyant la mise en œuvre de l'Accord de paix encouragent également les parties signataires « à poursuivre

et à parachever ce processus » et les engagent « à surmonter les difficultés qui entravent la mise en place des autorités intérimaires dans les régions de Taoudéni et Tombouctou ».

L'ONU et ses partenaires ont salué également la conduite, le 23 février, par les parties de leur première patrouille mixte à Gao dans le cadre du Mécanisme opérationnel de coordination (MOC) et les ont appelé à étendre sans tarder lesdites patrouilles à Kidal et à Tombouctou.

L'opérationnalisation de ces arrangements constitue une avancée significative dans la mise en œuvre de l'Accord. Elle marque aussi une étape importante dans le renforcement de la paix et de la stabilité et le retour des services de l'État et la concrétisation des dividendes de paix.

Au vu des étapes importantes qui restent à franchir dans la mise en œuvre de l'Accord, l'ONU et ses partenaires ont invité les parties à l'Accord à continuer à honorer les engagements pris, notamment lors de la réunion de haut niveau du Comité de suivi de l'Accord (CSA) tenue à Bamako le 10 février, sous la présidence du Ministre d'État, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de l'Algérie, Ramtane Lamamra, ainsi qu'à mettre en œuvre toutes les dispositions de l'Accord relatives à la période intérimaire, de sorte à soutenir de manière consensuelle la réforme en cours de l'État et la nouvelle architecture politique et sécuritaire.

Elles ont appelé les parties à mettre en place sans tarder la Commission nationale de désarmement, démobilisation et réinsertion, la Commission d'intégration et le Conseil national pour la réforme du secteur de sécurité, qui sont essentiels pour faire avancer le processus de paix.

L'ONU et ses partenaires se sont déclaré profondément préoccupées par la détérioration de la situation sécuritaire, ainsi que l'atteste le nombre croissant d'attaques et d'affrontements mortels dans les régions nord et centre. Elles ont condamné fermement les attaques perpétrées le 5 mars contre des postes de contrôle des Forces armées maliennes à Boulkessi, coutant la vie à plusieurs militaires, et à Tombouctou, ainsi que les attaques terroristes qui ont récemment eu lieu dans des zones frontalières du Burkina Faso et du Niger. Elles ont appelé à une action rapide pour que les auteurs de ces odieuses attaques soient appréhendés et traduits en justice.

Elles ont demandé aussi aux parties à l'Accord de travailler étroitement pour améliorer les relations intercommunautaires, d'échanger des informations sur les menaces sécuritaires et de prendre des mesures concrètes pour prévenir et combattre l'extrémisme violent et le terrorisme. À cet égard, elles se sont félicitées de l'initiative prise par les pays membres du G5 Sahel aux fins de renforcer l'efficacité de leur lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, en appui aux efforts des parties maliennes.

Afghanistan : la MANUA condamne une attaque meurtrière contre un hôpital à Kaboul



L'entrée du complexe de la MANUA à Kaboul, en Afghanistan. Photo : MANUA / Fardin Waezi

8 mars - La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) a condamné mercredi une attaque dans la capitale afghane Kaboul qui a visé l'hôpital Sardar Mohammad Daud Khan, le plus grand établissement médical militaire dans le pays. Des agents de l'Etat islamique (EIIL/Daech) ont revendiqué l'attaque.

« Ce matin, des agresseurs déguisés en médecins ont fait exploser un véhicule suicide à la porte d'entrée de l'hôpital, après quoi plusieurs assaillants armés de AK-47, de grenades et d'explosifs sont entrés dans l'établissement. Les agresseurs armés ont ciblé et attaqué des patients et des professionnels de santé avant que les forces de sécurité afghanes ne mettent fin à cette attaque », a expliqué la Mission onusienne dans un communiqué de presse.

La MANUA a indiqué qu'elle continuait de vérifier le nombre de victimes civiles, qui est apparemment élevé.

Cette attaque « a visé des personnes vulnérables alors qu'elles recevaient un traitement à l'hôpital, et a visé également le personnel médical qui s'en occupe », a déploré la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général pour l'Afghanistan et chef de la MANUA par intérim, Pernille Kardel.

« Cette attaque lâche reflète un rejet fondamental des principes de base de l'humanité », a-t-elle ajouté appelant à ce que les responsables rendent des comptes.

Selon la MANUA, les attaques contre des hôpitaux, le personnel médical et des membres des forces armées blessés ou malades ne prenant pas part activement aux hostilités constituent des violations du droit international humanitaire et peuvent constituer des crimes de guerre.

La Mission a demandé instamment à toutes les parties au conflit de respecter et de protéger le personnel médical, les cliniques et les hôpitaux, conformément au droit

international humanitaire.

« La famille des Nations Unies en Afghanistan soutient tous les Afghans qui continuent de faire preuve de résilience et de détermination dans leurs efforts pour parvenir à un avenir pacifique pour le pays », a dit Mme Kardel.

La MANUA a exprimé ses condoléances aux familles et aux collègues des personnes tuées et a souhaité un prompt rétablissement aux blessés.

Le chef des droits de l'homme prévient que l'année 2017 sera cruciale dans un contexte de terrorisme et de populisme



Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein. Photo ONU/Jean-Marc Ferré

8 mars - Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a estimé mercredi que 2017 serait une année importante et déterminante dans un contexte où le monde est confronté au terrorisme et à la montée du populisme.

« Est-ce que les attaques violentes des groupes terroristes vont conduire les gouvernements à s'enfoncer dans le tout sécuritaire au détriment des droits de l'homme ? Est-ce que des leaders populistes vont continuer à engranger le salaire de la peur et de la désillusion ? Parviendront-ils, avec d'autres responsables à tendance autoritaire, à faire s'effondrer les institutions régionales et internationales? Allons-nous tous élever ensemble ou allons-nous tous tomber ensemble ?», s'est interrogé M. Zeid, lors de la présentation de son rapport annuel devant le Conseil des droits de l'homme réuni à Genève.

Outre cette mise en garde, le Haut-Commissaire a fait le point sur l'évolution des droits de l'homme dans de nombreux pays à travers le monde.

Il a ainsi évoqué le sort des populations Rohingyas du Myanmar. Selon lui, les abus auxquels ils sont soumis pourraient constituer des crimes contre l'humanité relevant de la Cour pénale internationale (CPI). M. Zeid a demandé au Conseil des droits de l'homme d'examiner la situation en créant au moins une commission d'enquête.

Après avoir félicité le gouvernement de la République démocratique du Congo pour sa réaction rapide après les signalements de violations des droits de l'homme par des soldats dans deux provinces, M. Zeid a également exhorté le Conseil à mettre en place une commission d'enquête.

S'agissant du Burundi, M. Zeid s'est dit très inquiet de voir que tout espace démocratique a virtuellement disparu. Des abus des forces de sécurité continuent d'être enregistrés, dont des disparitions, des cas de torture et des arrestations arbitraires. Le Burundi a suspendu sa coopération avec le bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), a déploré le Haut-Commissaire.

M. Zeid s'est dit également inquiet de la détérioration de la situation des droits de l'homme au nord et au centre du Mali, où des groupes extrémistes continuent leur brutale oppression, conduisant des milliers de personnes à fuir la région. Les attaques contre les convois humanitaires et les responsables des organisations internationales sont également préoccupantes.

Le Haut-Commissaire a déploré les violences et destructions au Soudan du Sud, où la famine menace. Les groupes armés et l'armée se sont livrés à des atrocités, notamment des massacres, des viols et violences sexuelles. Le Haut-Commissaire est préoccupé par les arrestations arbitraires et par l'absence d'accès accordé à la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS).

Sur une note plus positive, M. Zeid s'est félicité du soutien apporté par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à la Gambie après le résultat de l'élection présidentielle de décembre 2016, alors que tant de responsables semblent déterminés à se maintenir au pouvoir à tout prix. Le nouveau Président Adama Barrow s'est engagé à respecter les droits de l'homme dans le cadre de mesures de grande ampleur et en mettant en place une commission de la vérité et de la réconciliation, a-t-il observé.

Le Haut-Commissaire a aussi fait l'éloge de la Tunisie pour sa coopération exemplaire et notamment pour la préparation d'une nouvelle législation contre la discrimination raciale et en faveur des femmes. La volonté du pays d'intégrer les droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme témoigne aussi de cette bonne volonté, a-t-il estimé.

Face aux risques de catastrophes, l'ONU appelle à renforcer la résilience des villes



Vue aérienne de la ville de San Francisco, aux États-Unis.
Photo ONU/Mark Garten

8 mars - Le renforcement de la capacité de résilience des villes a été l'un des principaux thèmes de discussion de la deuxième journée de la cinquième Plateforme régionale sur la réduction des risques de catastrophes des Amériques à Montréal, au Canada.

« Ces dernières années, la résilience urbaine a été mise à rude épreuve par une variété de catastrophes », a déclaré le Représentant spécial du Secrétaire général pour la prévention des risques de catastrophes, Robert Glasser. « Alors que plus de 60% des projets urbains n'ont pas encore vu le jour, il est essentiel que leurs développements prennent connaissance des risques existants afin d'éviter par exemple de construire des hôpitaux dans zones inondables ».

Il a rappelé que l'un des principaux objectifs du Cadre de Sendai est d'augmenter le nombre de pays ayant mis en place des stratégies nationales et locales de réduction de risques de catastrophes d'ici 2020. Un objectif dans un temps très court qui requiert un appui particulier aux niveaux national et local, plus particulièrement au niveau des municipalités.

« Les villes servent de moteur économique mais sont également les foyers de populations pauvres et vulnérables », a également prévenu M. Glasser soulignant que la réduction des risques de catastrophes passe par une réduction de la pauvreté.

Rappelant la campagne du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR) en faveur de villes plus résilientes, M. Glasser a indiqué que sur les 30.400 municipalités qui se sont engagées dans des actions pour rendre la vie urbaine plus sûre, la moitié d'entre elles sont situées dans les Amériques.

Le chef de l'UNISDR a exhorté les villes à agir vite à travers la mise à disposition et le partage de données de qualité, la construction de bâtiments plus surs, le renforcement des capacités des petites municipalités face aux catastrophes, le financement de la résilience et l'évaluation des risques. M. Glasser a également souligné la nécessité de clarifier la responsabilité des gouvernements locaux et nationaux en ce qui concerne les risques de catastrophes.

« Les communautés de toutes tailles sont sur le front des catastrophes et peuvent être touchées », a pour sa part déclaré le Président de la Fédération des municipalités canadiennes, Clark Sommerville, rappelant que les villes du Canada sont confrontées à des catastrophes telles que des tempêtes de neiges, des incendies de forêts et des inondations. « Avec le changement climatique qui augmente la fréquence de ces catastrophes, cela peut s'empirer », a-t-il alerté.

Face aux risques de catastrophes, M. Summerville a appelé les villes à adopter une approche multi-face en impliquant notamment les gouvernements nationaux pour le financement sur le long terme d'infrastructures résistantes aux climats extrêmes. Il a également souligné l'importance du partage de compétences et d'expériences notamment avec des municipalités de pays moins avancés, citant en exemple la coopération des municipalités canadiennes avec leurs homologues haïtiens après le passage de l'ouragan Matthew en octobre dernier.

La Vice-Présidente du Comité exécutif de la Ville de Montréal, Anie Samson, a souligné la nécessité pour chaque municipalité de se doter de personnels dédiés à la sécurité civile pour répondre aux catastrophes naturelles et industrielles, d'avoir une personne ressource en charge de la coordination de la résilience urbaine et de partager leurs meilleures pratiques avec d'autres municipalités afin de perfectionner leur préparation aux risques de catastrophes.

Le Conseil de sécurité condamne les tirs de missiles balistiques par la Corée du Nord



Le Conseil de sécurité de l'ONU. Photo ONU/JC McIlwaine (archives)

8 mars - Les membres du Conseil de sécurité ont fermement condamné les tirs de missiles balistiques effectués par la République populaire démocratique de Corée (RPDC) le 5 mars 2017, estimant qu'ils constituaient une violation grave des obligations internationales de ce pays en vertu des résolutions du Conseil.

Dans une déclaration à la presse publiée mardi soir, les membres du Conseil de sécurité « déplorent toutes les activités de missiles balistiques de la République populaire démocratique de Corée, en notant que ces activités contribuent au développement de systèmes de lancement d'armes nucléaires par la République populaire démocratique de Corée et augmentent les tensions dans la région ainsi que le risque d'une course régionale aux armements ».

Ils se sont dits sérieusement préoccupés par « le comportement de plus en plus déstabilisant et la défiance de la République populaire démocratique de Corée envers le Conseil de sécurité » avec le lancement de ces missiles balistiques après les tirs du 15 avril, 23 avril, 27 avril, 28 avril, 31 mai, 21 juin, 9 juillet, 18 juillet, 2 août, 23 août, 5 septembre, 14 octobre et 19 octobre 2016, 11 février 2017, ainsi que l'essai nucléaire du 9 septembre 2016.

Les membres du Conseil ont demandé à tous les États membres de redoubler d'efforts pour appliquer pleinement les mesures imposées par le Conseil de sécurité à la Corée du Nord, en particulier les mesures globales contenues dans les résolutions 2321 (2016) et 2270 (2016).

Le Conseil de sécurité a réaffirmé l'importance de maintenir la paix et la stabilité dans la péninsule coréenne et dans l'ensemble de l'Asie du Nord-Est. Il a exprimé son attachement à une solution pacifique, diplomatique et politique de la situation et s'est félicité des efforts des membres du Conseil pour faciliter une solution pacifique et globale à travers le dialogue.

Les membres du Conseil de sécurité ont convenu que le Conseil de sécurité continuerait à surveiller de près la situation et à prendre d'autres mesures importantes, conformément à la détermination exprimée précédemment par le Conseil.